

Zoom Basse-Normandie

Forte dégradation de la situation du marché du travail en 2012

L'année 2012 se caractérise par la forte dégradation de la situation du marché du travail : le nombre de demandeurs d'emploi augmente deux fois plus rapidement qu'en 2011, qu'il s'agisse de ceux qui n'ont exercé aucune activité au cours du mois (66.300 fin décembre) ou de l'ensemble des demandeurs d'emploi avec ou sans activité (101.200 à la fin de l'année). Toutes les catégories sont touchées mais plus particulièrement les seniors et les chômeurs de très longue durée. Au 4ème trimestre 2012, le taux de chômage concerne 9,7% de la population active, inférieur d'un demi point à celui de la France et supérieur de 0,8 point à son niveau de l'année précédente.

Accélération de la croissance de la demande d'emploi en 2012

Fin décembre 2012, 66.260 demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A), étaient inscrits à Pôle Emploi en Basse-Normandie. Ce nombre est supérieur de 5.640 à celui de décembre 2011, soit une croissance relative de +9,3%, un peu moins forte qu'au niveau national (+10,2%), mais supérieure de plus du double à celle de l'année 2011 (+4,1%). Après une situation quasi-étale au premier trimestre (+0,7%), la croissance du nombre de demandeurs d'emploi a été continue le reste de l'année, mais en étant plus soutenue aux deuxième et troisième trimestres (+3,2%) qu'au quatrième (+1,8%).

L'évolution de la demande d'emploi n'est pas sans rapport avec celle de l'emploi : l'INSEE chiffre à 5.200 le nombre d'emplois perdus en 2012 (-1,6%) dans le secteur marchand non agricole en Basse-Normandie. La prise en compte de l'emploi non salarié et de l'emploi salarié agricole et public ne devrait pas remettre en cause le constat d'une faible évolution de la population active en 2012 au niveau régional.

Le nombre de demandeurs d'emploi avec ou sans activité franchit le cap des 100.000 à la fin de l'année 2012

En se référant à une définition plus large de la demande d'emploi incluant les personnes en recherche d'emploi mais ayant exercé une activité réduite de moins de 78 heures (catégorie B) ou de plus de 78 heures (catégorie C), la demande d'emploi concernait 101.200 personnes inscrites à Pôle emploi à la fin du mois de décembre 2012.

Ce nombre est en augmentation de 6.280 en un an, soit une croissance relative de +6,6%, inférieure à celle de la seule catégorie A (+9,3%). Il en résulte logiquement que le nombre de demandeurs d'emploi de catégories B et C a progressé moins vite (+1,9%) que la seule catégorie A (+9,3%).

Evolution de la demande d'emploi par catégorie en Basse-Normandie

Catégorie	Evolution en %	
	sur 1 an	sur 2 ans
A	+ 9,3	+ 13,8
B et C	+ 1,9	+ 5,1
Ensemble	+ 6,6	+ 10,6

Source : Pôle emploi - DIRECCTE

Plus précisément, le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (moins de 78 heures, catégorie B) a augmenté sensiblement (+7,7%) tandis que le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures, catégorie C) diminuait (-2,7%).

Cette dernière évolution résume à elle seule la situation de l'intérim, dont la baisse induit celle du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite et, de façon concomitante, la hausse de la catégorie A. Pour la deuxième année consécutive, la catégorie A croît plus rapidement que les catégories B et C réunies : cette évolution fournit une indication de la diminution de l'emploi précaire (notamment intérimaire), les demandeurs d'emploi retournant en catégorie A, après la perte de leur emploi précaire.

Le département du Calvados connaît la plus forte augmentation

A la différence des deux années précédentes, au cours desquelles c'est l'Orne qui avait connu la croissance de la demande d'emploi la plus lente, en 2012, c'est dans la Manche que l'on observe l'évolution la moins marquée.

Evolution de la demande d'emploi par département (DEFM - catégorie A)			
Département	décembre 2012	Evolution en %	
		sur 1 an	sur 4 ans
Calvados	34 026	+ 10,0	+ 36,7
Manche	19 753	+ 8,3	+ 30,7
Orne	12 476	+ 8,9	+ 21,9
Basse-Normandie	66 255	+ 9,3	+ 31,9

Source : Pôle emploi - DIRECCTE

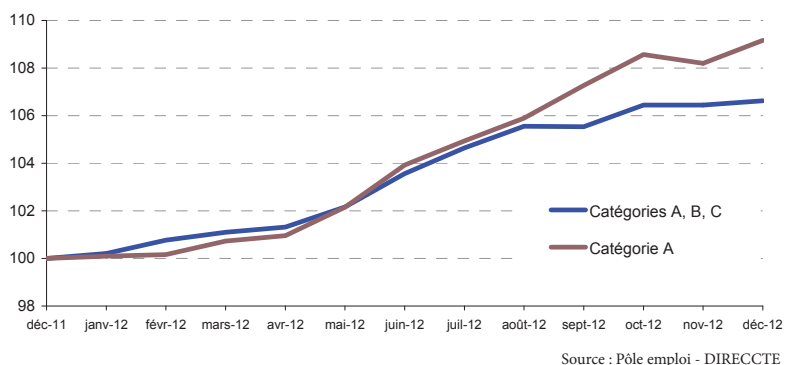
En effet, que ce soit pour la définition la plus large (catégories A, B et C) ou pour la seule demande d'emploi sans aucune activité (catégorie A), la croissance est moins forte pour la Manche : +5,3% pour la première, +8,3% pour la seconde, contre respectivement +6,3% et +8,9% pour le département de l'Orne. En revanche, le Calvados reste en 2012, comme les années précédentes, le département le plus touché par la croissance de la demande d'emploi : +7,6% pour la demande d'emploi globale, +10,0% pour la seule catégorie A. Sur la période des quatre dernières années, le rythme de croissance de la demande globale (+33,1%) est voisin de celui de la catégorie A au niveau régional (+31,9%).

Ce faible écart s'applique également au Calvados qui demeure le département bas-normand le plus touché : +37,6% pour la demande globale, +36,7% pour la catégorie A.

Dans la Manche et dans l'Orne, l'augmentation atteint respectivement +30,8% et +25,6% pour la demande d'emploi globale et +30,7% et +21,9% pour la catégorie A.

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi Basse-Normandie - Catégories A et A, B, C (CVS)

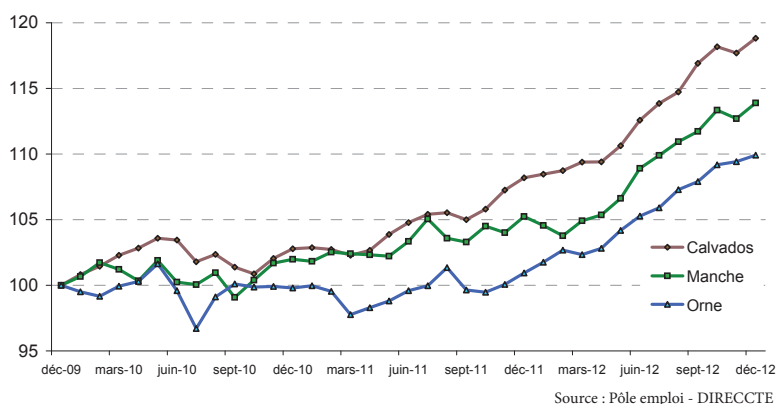
Base 100 - décembre 2011 -



Source : Pôle emploi - DIRECCTE

Evolution de la demande d'emploi de catégorie A (CVS) pour les trois départements de la région

Base 100 - décembre 2009 -



Source : Pôle emploi - DIRECCTE

Forte augmentation de la demande d'emploi des seniors...

Evolution de la demande d'emploi en Basse-Normandie par sexe et âge (DEFM - catégorie A)				
	décembre 2011	décembre 2012	Evolution sur 1 an en %	Part (%)
Jeunes - 25 ans	12 735	13 707	+ 7,6	20,7
25 à 49 ans	35 951	38 805	+ 7,9	58,6
50 ans et plus	11 933	13 743	+ 15,2	20,7
Hommes	32 089	35 997	+ 12,2	54,3
Femmes	28 530	30 258	+ 6,1	45,7
Ensemble	60 619	66 255	+ 9,3	100,0

Source : Pôle emploi - DIRECCTE

Par sexe et âge, deux catégories de demandeurs d'emploi enregistrent une croissance supérieure à la moyenne régionale : ce sont tout d'abord les seniors, dont la demande d'emploi croît en 2012 (+15,2%) à un rythme proche de celui de 2011 (+15,8%).

Ensuite, les hommes, après une année 2011 relativement calme (+2,8%), connaissent en 2012 une augmentation significative (+12,2%), égale au double de celle des femmes (+6,1%). Les deux dernières

catégories - les 25-49 ans et les jeunes de moins de 25 ans - tout en subissant la croissance de la demande d'emploi, (respectivement +7,9% et +7,6%) n'en restent pas moins, avec les femmes, en deçà de la moyenne régionale. La situation des jeunes sur le marché du travail est particulièrement difficile en Basse-Normandie : leur part dans la demande d'emploi régionale atteint 20,7% au mois de décembre 2012, soit une proportion en diminution de trois dixièmes de point par rapport à son niveau de décembre 2011, mais supérieure de 3,2 points à la moyenne française, cet écart étant révélateur des difficultés d'insertion professionnelle accrues des jeunes bas-normands.

Ramenée cependant à la période des trois dernières années, la demande d'emploi a augmenté au même rythme pour les hommes (+16,2%) que pour les femmes. Par âge, les seniors ont connu une croissance de plus de la moitié (+53,3%), sans commune mesure avec celle des jeunes (+3,4%) et celle des demandeurs d'âge intermédiaire (+11,4%). Ainsi, les seniors apparaissent comme les principales victimes de la détérioration de la situation du marché du travail, en étant doublement confrontés à des sorties précoces du marché du travail (effets des restructurations économiques) et à des difficultés accrues de retour à l'emploi, d'une part, et à la quasi-disparition de la dispense de recherche d'emploi, d'autre part.

...et du chômage de très longue durée.

La demande d'emploi selon l'ancienneté d'inscription en Basse-Normandie (DEFM cat. A, B, C)

Ancienneté d'inscription	décembre 2011	décembre 2012	Evolution sur 1 an en %
Moins de 6 mois	42 821	44 881	+ 4,8
de 6 à 12 mois	16 767	17 841	+ 6,4
de 1 à 2 ans	18 293	19 955	+ 9,1
de 2 à 3 ans	8 381	8 318	- 0,8
3 ans et plus	8 642	10 193	+ 17,9
Ensemble	94 904	101 188	+ 6,6

Source : Pôle emploi - DIRECCTE

En 2012, le chômage de courte durée (moins d'un an) a progressé moins rapidement que le chômage de longue durée (plus d'un an) : +5,3% contre + 8,9%. L'année 2012 retrouve ainsi le même profil de croissance de la demande d'emploi selon l'ancienneté d'inscription qu'en 2009 et 2010, à la différence de l'année 2011, au cours de laquelle le chômage de courte durée avait augmenté davantage que le chômage de longue durée. En réalité, l'évolution du chômage de longue durée en 2012

découle directement de celle des trois dernières années. La croissance du chômage de 1 à 2 ans (+ 9,1%) est liée à celle du chômage de courte durée en 2011 (+ 4,0%) ; le léger recul du chômage de 2 à 3 ans (- 0,8%) résulte de la diminution du chômage de 1 à 2 ans en 2011 (- 5,6%). La progression du chômage de 3 ans et plus (+ 17,9%), enfin, est la conséquence de la croissance de cette même tranche d'ancienneté en 2011 (+ 33,3%) à laquelle s'ajoutait une légère augmentation du chômage de 2 à 3 ans en 2011 (+ 0,3%). Quant à l'augmentation du chômage de courte durée en 2012, elle est la traduction de la dégradation de la conjoncture économique.

L'exclusion se renforce en 2012

Dans la continuité des années précédentes, la Basse-Normandie a été relativement moins touchée par les phénomènes d'exclusion en 2012 qu'au niveau national :

- Le taux de chômage moyen du 4ème trimestre 2012 atteint 9,7% en Basse-Normandie, soit un demi point de moins que le taux national (10,2%).

- Le chômage de longue durée (plus d'un an d'inscription) concerne 38,0% des demandeurs d'emploi, au mois de décembre 2012, soit une proportion inférieure de 1,1 point à celle de la France (39,1%).

- Le chômage de très longue durée (plus de deux ans d'inscription) représente 18,3% de l'ensemble de la demande d'emploi – et pratiquement un chômeur de longue durée sur deux-, alors que cette proportion atteint 19,2% au niveau national.

- Le Revenu de Solidarité Active est un peu moins servi en Basse-Normandie qu'en France métropolitaine : les allocataires bas-normands représentent 1,9% de l'ensemble des allocataires français métropolitains, soit une proportion inférieure à celle que la Basse-Normandie représente, tant dans l'emploi (2,0%) que dans le chômage national (2,1%).

Ceci posé, les phénomènes d'exclusion se sont renforcés en 2012, en Basse-Normandie comme en France :

- Le chômage de longue durée (plus d'un an d'inscription) a progressé plus rapidement que le chômage de courte durée, (+ 8,9% contre +5,3%) faisant passer ainsi son poids dans le chômage global de 37,2% fin 2011 à 38,0% fin 2012.

- Le noyau dur du chômage – les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de trois ans – a augmenté trois fois plus rapidement que le chômage de 1 à 3 ans (+ 17,9% contre + 6,0%), portant ainsi à 10,1% le poids du chômage de plus de trois ans en Basse-Normandie, à un niveau proche de celui de la France (10,8%).

- Fin décembre 2012, le RSA concernait 37.300 allocataires en Basse-Normandie, soit 1.900 de plus qu'un an plus tôt. La croissance relative en 2012 atteint +5,5% en Basse-Normandie (+ 5,2% en France métropolitaine) et est deux fois plus rapide pour le RSA socle – allocataires sans activité – (+ 6,4%) que pour le RSA activité (+3,1%). La croissance du RSA en 2012 s'inscrit dans une tendance à la reprise de cette allocation, après + 4% en 2011, et à un rythme proche de celui de 2010 (+ 6%).

Le Revenu de Solidarité active Nombre d'allocataires à fin décembre 2012

	RSA socle		RSA activité		RSA	
	Nombre	Evolution sur 1 an %	Nombre	Evolution sur 1 an %	Nombre	Evolution sur 1 an %
Calvados	13 423	+ 7,2	5 290	+ 2,7	18 713	+ 5,9
Manche	6 996	+ 5,3	3 307	+ 3,2	10 303	+ 4,6
Orne	6 269	+ 6,1	2 001	+ 3,7	8 270	+ 5,6
Basse-Normandie	26 688	+ 6,4	10 598	+ 3,1	37 286	+ 5,5
France métropolitaine	1 476 853	+ 6,2	453 515	+ 2,0	1 930 368	+ 5,2

Source : CNAF

Dans une conjoncture dégradée, la qualification et le diplôme ne constituent pas un rempart absolu au chômage

Le chômage a augmenté en 2012, quelle que soit la qualification des demandeurs d'emploi. La croissance a cependant été plus soutenue pour les qualifiés que pour les non qualifiés : + 12,8% pour les ouvriers qualifiés, + 10,2% pour les employés qualifiés, + 9,5% pour les agents de maîtrise, techniciens et cadres, + 9,4% pour les ouvriers non qualifiés et + 5,5% seulement pour les employés non qualifiés. En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, l'augmentation a été limitée pour ceux ayant un niveau CAP-BEP (+ 2,6%) et pour les jeunes en fin de scolarité obligatoire (+2,2%). Elle a été, en revanche, plus soutenue pour les jeunes de niveau bac + 2 (+ 6,7%), de niveau bac + 3 et plus (+ 10,2%) et pour ceux ayant le niveau du baccalauréat (+15,7%). Ainsi, à l'inverse du constat habituel, la qualification et le diplôme d'enseignement général n'ont pas joué en 2012 leur rôle de protection contre le chômage en Basse-Normandie.

La demande d'emploi selon la qualification en Basse-Normandie (DEFM cat. A)

Qualification	décembre 2011	décembre 2012	Evolution sur 1 an en %
Ouvriers non qualifiés	2 797	3 061	+ 9,4
Ouvriers qualifiés	13 770	15 528	+ 12,8
Employés non qualifiés	13 968	14 738	+ 5,5
Employés qualifiés	23 131	25 483	+ 10,2
Agents de maîtrise Techniciens cadres	6 741	7 379	+ 9,5
Ensemble (*)	60 619	66 255	+ 9,3

* y compris les qualifications non précisées

Source : Pôle emploi - DIRECCTE

La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans selon le niveau de formation (DEFM cat. A, B, C)

Niveau de formation	décembre 2011	décembre 2012	Evolution sur 1 an en %
Bac + 3 et plus	933	1 028	+ 10,2
Bac + 2	1 845	1 969	+ 6,7
Bac	4 981	5 761	+ 15,7
CAP-BEP	9 558	9 804	+ 2,6
Fin de scolarité obligatoire	2 108	2 154	+ 2,2
Ensemble (*)	19 443	20 717	+ 6,6

* y compris les niveaux de formation non précisés

Source : Pôle emploi - DIRECCTE

Dans la moitié des zones d'emploi de la région, la croissance du chômage est significative

Par rapport à la croissance moyenne constatée au niveau régional (+9,3%), sept des quinze zones d'emploi connaissent une augmentation du chômage plus rapide : Argentan (+ 9,7%), Avranches (+ 10,2%), Caen (+ 10,6%), Flers (+ 10,8%), Saint-Lô (+11,4%), Alençon (+ 12,1%) et Vire (+ 16,0%). Dans les huit autres zones d'emploi de la région, la croissance est inférieure à la moyenne régionale: Honfleur (+ 9,1%), Cherbourg-Octeville (+ 8,9%), l'Aigle (+8,4%), Bayeux (+7,7%), Granville (+ 7,0%),

Nogent le Rotrou (+6,6%), Lisieux (+ 4,8%) et Coutances (+ 3,3%). De même que l'évolution du chômage n'est pas identique dans tous les territoires régionaux, la structure du chômage présente également des différences. Les jeunes y sont sur-représentés dans les zones d'emploi de Cherbourg-Octeville (22,9%), Lisieux (22,6%), Alençon (21,9%), Bayeux (21,6%) et Saint-Lô (21,3%). Le chômage féminin, tout en restant minoritaire, est davantage présent qu'en moyenne régionale (45,7%) dans les zones d'emploi de Bayeux (48,4%), Cherbourg-Octeville (48,1%), Vire (47,2%) Honfleur (47,1%), Avranches (47,1%), Granville (46,2%) et Lisieux (45,9%).

Le chômage de longue durée, quant à lui, est particulièrement prégnant dans les zones d'emploi de Flers (41,9%), Vire (41,5%), Nogent le Rotrou (39,9%) Caen (39,3%), Argentan (38,9%) et Granville (38,8%).

Un taux de chômage à 9,7% en hausse de 0,8 point sur un an

Au 4ème trimestre 2012, le taux de chômage concerne 9,7% de la population active, soit un demi-point de moins qu'en France métropolitaine (10,2%). Comme en France, le taux de chômage bas-normand augmente de 0,8 point en un an.

Il place la Basse-Normandie au 13ème rang des régions métropolitaines classées en ordre décroissant. Des différences notables existent par département, sur l'acuité des tensions sur le marché du travail. Le département de la Manche, avec un taux de chômage (8,8%), en retrait de 0,9 point par rapport au taux régional et de 1,4 point par rapport au taux national, doit son profil atypique à la moindre dégradation de la situation de l'emploi (-0,8% en 2012, au lieu de -1,7% pour le Calvados et -3,0% pour l'Orne) et du chômage (+ 8,3% en 2012, contre respectivement + 10,0% et + 8,9% pour le Calvados et l'Orne). Le Calvados possède un profil "national" avec un taux de chômage proche de la moyenne française (10,3% contre 10,2%) avec une forte progression annuelle du taux de chômage (+ 1 point) révélatrice des évolutions défavorables de l'emploi (-1,7%) et du chômage (+ 10,0%). Plus structurellement, le niveau élevé du taux de chômage du Calvados résulte des difficultés de son économie, et plus précisément des restructurations industrielles, mais également de son attractivité. Quant au département de l'Orne, son taux de chômage, voisin de la moyenne régionale, mais en retrait de quatre dixièmes de point de la moyenne nationale, est la conséquence d'une forte dégradation de l'emploi (-3,0%) et, à un degré moindre, du chômage (+8,9%), d'une part, et à une déperdition de ses forces vives, d'autre part.

Taux de chômage B.I.T. localisé (*)

	4ème trim. 2011	4ème trim. 2012	Ecart annuel (en points)
Calvados	9,3	10,3	+ 1,0
Manche	8,1	8,8	+ 0,7
Orne	8,9	9,8	+ 0,9
Basse-Normandie	8,9	9,7	+ 0,8
France métropolitaine	9,4	10,2	+ 0,8

Source :INSEE

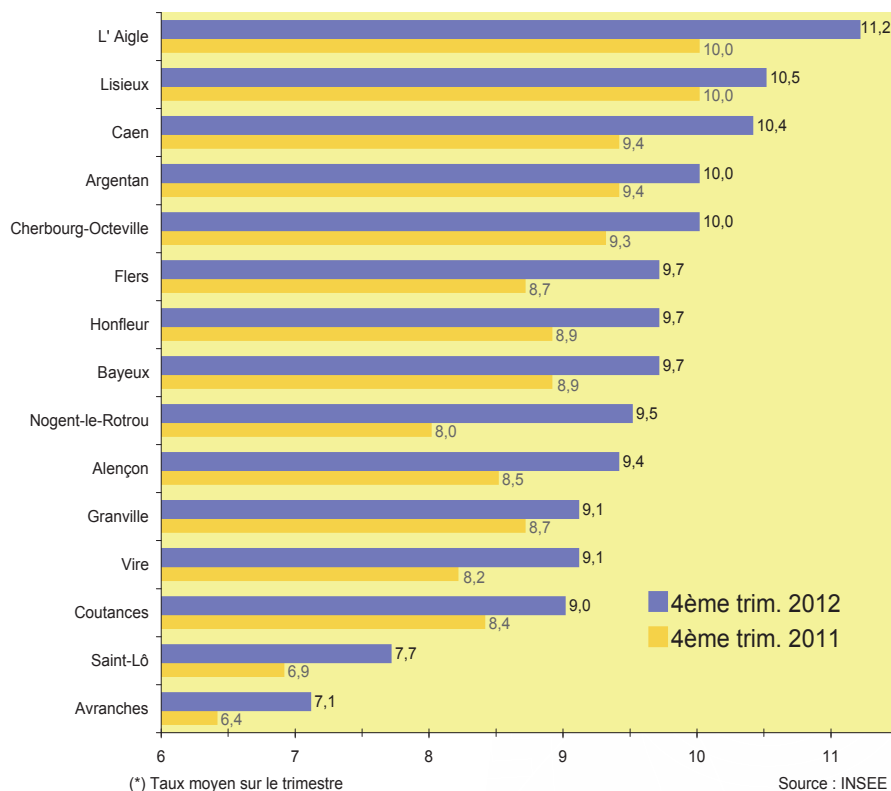
(*) Taux moyen sur le trimestre

Les zones d'emploi de l'Aigle, Lisieux, Caen, Cherbourg-Octeville et Argentan ont un taux de chômage à deux chiffres

Par rapport au taux de chômage régional du 4ème trimestre 2012, (9,7%), cinq zones d'emploi se caractérisent par l'acuité accrue des tensions sur le marché du travail, telle qu'exprimée dans leur taux de chômage à deux chiffres : l'Aigle (11,2%), Lisieux (10,5%), Caen (10,4%), Cherbourg-Octeville (10,0%) et Argentan (10,0%). Trois autres zones d'emploi se situent précisément au niveau de la moyenne régionale : Bayeux, Flers et Honfleur. Le taux de chômage des sept dernières zones d'emploi bas-normandes se situe en retrait de la moyenne régionale, modérément pour celles de Nogent le Rotrou (9,5%), Alençon (9,4%), Vire (9,1%), Granville (9,1%) et Coutances (9,0%) et plus nettement pour Saint-Lô (7,7%) et Avranches (7,1%).

La hiérarchie des taux de chômage régionaux est relativement stable dans le temps, avec des tensions sur le marché du travail traditionnellement plus marquées au Nord de la région (Caen, Lisieux, Cherbourg-Octeville). La partition du territoire régional en quinze zones d'emploi, au lieu de dix auparavant, a cependant eu pour conséquence de faire émerger celle de l'Aigle, qui présente le taux de chômage le plus élevé de la région. Dans l'autre sens, Bayeux, Honfleur et Alençon, antérieurement rattachées respectivement à Caen, Lisieux et Argentan se situent en retrait par

Taux de chômage par zone d'emploi au 4ème trimestre 2012 (*)



rapport à ces mêmes territoires. Ce dernier constat s'applique enfin à l'ancienne zone d'Avranches-Granville, le taux de chômage d'Avranches (7,1%), le plus faible des zones d'emploi régionales, décrochant nettement de celui de Granville (9,1%).

LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS A POLE EMPLOI Un concept différent du chômage au sens du B.I.T.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du B.I.T. : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du B.I.T. et inversement certains chômeurs au sens du B.I.T. ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible.

Un chômeur au sens du B.I.T. est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence,
- 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
- 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.
- 4) Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'Enquête Emploi de l'INSEE.

Alors que le chômage au sens du B.I.T. constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi ...

L'INSEE publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du B.I.T. à partir des résultats trimestriels de son Enquête Emploi pour la France métropolitaine.